
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 1 (1973)

DOI: 10.11588/fr.1973.0.46150

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

LOUIS BERGERON

REMARQUES SUR LES CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL EN EUROPE OCCIDENTALE A L'ÉPOQUE
NAPOLÉONNIENNE

L'objet des remarques qui suivent est de dégager les conditions particulières – et même exceptionnelles, à certains égards – de la croissance industrielle à l'époque napoléonienne, dans les pays situés de part et d'autre du Rhin, devenu dès la première décennie du XIXe siècle le nouvel axe de plus grande activité économique de l'Europe.

Jusqu'à ces dernières années, l'historiographie de ce problème s'est encombrée de présupposés idéologiques. On a eu généralement la tentation de le traiter dans le cadre d'ensemble des conséquences économiques de la domination française en Europe et de la politique napoléonienne, ce qui était courir le risque de céder à deux facilités, en des sens opposés: soit celle de la réaction nationaliste anti-napoléonienne, soit à l'inverse celle de l'apologie globale du caractère nécessairement progressif du rayonnement des institutions d'esprit individualiste et libéral issues de la Révolution française.

Des travaux récents, venus d'horizons nationaux divers, nous invitent à quitter définitivement ces ornières. Citons d'abord l'article de François Crouzet intitulé: »Wars, Blockade and Economic Change in Europe 1792-1815«¹. L'auteur y a montré que la complexité de l'histoire économique européenne du XIXe siècle naissant résultait d'une interférence, insuffisamment reconnue, entre des phénomènes de caractère épisodique, conjoncturel – entendons par là les conséquences politiques et économiques des guerres napoléoniennes – et des phénomènes de longue durée, à la fois antérieurs et postérieurs aux précédents – à savoir, la première phase de la révolution industrielle, ou la période de formation des conditions nécessaires au »décollage« de l'économie. Il nous semble, dans le prolongement de cette réflexion, que l'étude de la vie économique dans l'Europe napoléonienne ne doit pas seulement s'intéresser aux accidents, c'est-à-dire aux phénomènes d'adaptation au Blocus et aux décisions de politique commerciale de la France, mais doit porter une plus grande attention aux mutations économiques profondes et de longue portée que recouvrent, sans les

¹ Journal of Economic History, déc. 1964, pp. 567-588.

contrarier essentiellement, les turbulences des années 1800-1814. Réjouissons-nous, d'autre part, de la multiplication, dans les dix dernières années, des monographies d'histoire économique qui fournissent désormais, pour les différentes parties de la Rhénanie notamment, les éléments indispensables à l'élaboration d'interprétations générales valables.² Notre propos, qui n'est pas celui d'un spécialiste des pays germaniques, sera précisément de réfléchir sur ces travaux et de voir en quoi ils permettent de contredire certaines idées reçues.

I

Etudiant en 1850, dans la *»Neue Rheinische Zeitung«*, le rôle de la Prusse rhénane dans ce qu'il appelait *»La campagne pour la constitution du Reich«*, autrement dit la révolution allemande de 1848, Engels notait qu'elle *»passait pour l'une des provinces les plus avancées de l'Allemagne, et à juste titre«*³. Elle partage, ajoutait-il,

»depuis 1795 avec le Luxembourg, la Hesse rhénane et le Palatinat l'avantage d'avoir participé à la Révolution française et à la consolidation sociale, administrative et législative de ses résultats sous Napoléon... Dix ans plus tôt que partout ailleurs en Allemagne, les corporations et la domination patriarcale des patriciens disparurent des villes devant la libre concurrence... La Prusse rhénane possède... l'industrie la plus évoluée et la plus variée de toute l'Allemagne... industrie dont l'essor date également de la domination révolutionnaire française... C'est la seule partie de l'Allemagne dont l'évolution sociale ait presque tout à fait atteint le niveau de la société bourgeoise moderne«.

A la suite d'Engels, Mehring voyait encore, dans ses deux volumes intitulés *»Zur preußischen Geschichte«*, la domination de Napoléon en Allemagne comme un progrès historique pour ce pays. Les historiens d'inspiration marxiste ont pourtant, depuis lors, porté sur les aspects tout au moins économiques de cette domination des appréciations pessimistes et même franchement négatives. Ainsi Eugène Tarlé dans son *»Napoléon«*⁴, syn-

² Un effort de rassemblement et de présentation des sources statistiques a été fait: en témoignent, notamment, les travaux de Wolfgang ZORN sur la cartographie industrielle de la Rhénanie (*Rheinische Vierteljahrsblätter*, 1963-1967) et de Stéphanie REEKERS, *»Beiträge zur statistischen Darstellung der gewerblichen Wirtschaft Westfalens um 1800«* (*Westfälische Forschungen*, 1964-1967).

³ D'après la traduction de Laurence LENTIN, *La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, Paris (Editions Sociales), 1951.

⁴ Publié en 1937; rééd. 1966, Moscou, Editions en langues étrangères (trad. J. CHAMPE-NOIS).

thèse de ses études antérieures et notamment de celles qu'il avait consacrées à la vie économique en Europe au temps du Blocus continental, tout en rappelant en des termes très généraux »que l'effondrement de l'Europe féodale et absolutiste sous les coups de Napoléon eut une signification historique positive et progressiste«, et en regrettant avec Marx que l'Allemagne n'ait pu bénéficier plus largement et plus longtemps de la législation et de l'administration françaises, insiste-t-il quant à lui sur le fait que l'impérialisme napoléonien avait entre autres objectifs celui d'«entraver par la force le développement économique des pays conquis«. Quelle n'est pas la stupéfaction du lecteur français d'apprendre, à la page 313 de cette biographie, que cette entreprise d'asservissement s'étendait aux départements annexés:

»La Belgique et la rive gauche du Rhin..., annexées directement et divisées en départements n'étaient pas considérées comme »nationales«, mais simplement comme des concurrents de la bourgeoisie française qu'on pouvait et devait détruire, pour transformer leur territoire en un champ d'action du capital français.«

Contre-vérité évidente, puisque les régions situées entre Gand et Cologne prirent tout au contraire, entre 1800 et 1814, la tête du développement industriel dans les limites départementales du Grand Empire. Reste à prouver que le caractère indiscutablement nationaliste et d'un égoïsme étroitement français de la politique économique de Napoléon ait entraîné, pour les Etats satellites et vassaux, un arrêt effectif de leur développement économique et particulièrement industriel. On prendra pour point de départ de la discussion sur ce point les vues synthétiques exprimées en 1960 par Hans Mottek⁵. Ce dernier propose le schéma historique suivant de la révolution industrielle en Allemagne. Dans quelques régions, au premier rang desquelles les pays de la rive droite du Rhin inférieur, autour de Düsseldorf, les premières manifestations technologiques de cette révolution ont été précoces – vers 1785, donc très tôt si l'on songe à la chronologie britannique et à plus forte raison continentale. Mais, et c'est là un trait propre à l'Allemagne, le délai a été particulièrement long entre ces premières manifestations et l'épanouissement de la révolution technologique, un bon demi-siècle plus tard. Mottek y voit deux séries de causes. Les unes sont structurelles: recul tardif des conditions féodales de la production agricole, ainsi que du travail artisanal dans le cadre corporatif; fractionnement économique et politique; permanence de la concurrence britannique – alors

⁵ Hans MOTTEK, Horst BLUMBERG, Heinz WUTZMER, Walter BECKER, Studien zur Geschichte der Industriellen Revolution in Deutschland, Berlin (1960), pp. 19-23. Cf. également Hans MOTTEK, Wirtschaftsgeschichte Deutschlands, Bd. II.

même que c'est l'exemple anglais qui avait facilité le démarrage de la révolution industrielle – sous l'effet de laquelle les filés de coton deviennent surabondants dans les années 1790, après que leur disette ait, une dizaine d'années plus tôt, déclenché l'innovation mécanique. Les autres en revanche sont conjoncturelles, et c'est ici que nous retrouvons notre propos immédiat: il s'agit des guerres révolutionnaires, puis de la domination napoléonienne. Certes, jusque vers 1800, Mottek ne nie pas que le capitalisme marchand ait pu tirer profit des guerres; il en cite pour témoignages les cas du négoce hambourgeois, enrichi par l'importation des denrées coloniales et par le commerce de transit, et de la manufacture berlinoise de la soie, favorisée par l'éclipse de la concurrence française. Sans doute pourrait-on ajouter à ces exemples ceux de la banque augsbourgeoise, enrichie dans les fournitures de guerre comme le signale Wolfgang Zorn. Au contraire, poursuit Mottek, la prolongation de la guerre a eu des effets qu'il qualifie, pour le début du XIX^e siècle, d'«überwiegend negative». En dehors du fait que l'Allemagne a été transformée à plusieurs reprises en champ de bataille, il les attribue à l'obligation de se soumettre à la politique commerciale et à la guerre économique imposées par la France – ce qui paraîtrait orienter vers une explication par la contraction du marché intérieur; enfin aux pertes extraordinaires de capital infligées à la jeune bourgeoisie allemande par le prélèvement des contributions – ce qui n'est pas sans évoquer, du côté français, la traditionnelle imputation des difficultés à la fiscalité extraordinaire de la Révolution; la guerre et la domination étrangère auraient conduit à un recul de l'accumulation du capital et entravé la transformation du capital commercial accumulé en capital industriel, affirmation qui paraît certes découler d'un raisonnement logique mais qui gagnerait à être étayée, s'il est possible, par l'étude d'archives de firmes contemporaines. La tendance de Mottek est à minimiser les effets de protection du Blocus, à nier tout signe de croissance industrielle excepté sur la rive gauche du Rhin où, selon lui, les progrès n'ont été acquis qu'au détriment du district industriel de la rive droite, jusqu'alors le plus avancé, et en Saxe où, cependant, le Blocus n'a pas permis l'édification d'une filature mécanique capable de résister au rétablissement de la concurrence britannique: argument qu'avance Horst Blumberg dans son livre «Die deutsche Textilindustrie in der industriellen Revolution»⁷.

Il est remarquable, d'ailleurs, que, du côté français, une récente mise au point de François-G. Dreyfus⁸ rejoigne dans leur critique les historiens est-allemands. Il admet en effet que la Révolution a, «dans une certaine mesure, freiné le développement économique des Allemagnes», et que si

⁷ Berlin 1965.

⁸ «Bilan économique des Allemagnes en 1815», *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1965, pp. 434–464.

elles ont connu un essor notable de leur économie entre 1780 et 1820, »cet essor s'est fait avant 1805 et non après, sauf en Saxe et peut-être encore en Rhénanie«. Il inscrit toutefois au crédit de la Révolution française l'influence de son droit et de ses idées, qui vont, dit-il, »faciliter une mutation qui sera très rapide«.

Ces positions nous paraissent justiciables d'un réexamen. Bien entendu, il n'est pas question de nier les répercussions considérables de cet événement majeur de l'histoire fiscale et économique à la fois que fut le report, en 1798, de la ligne des douanes françaises sur le Rhin, ligne que Napoléon devait refuser de déplacer au bénéfice du Grand-duché de Berg -comme il refusa, à l'Est de la France, l'incorporation douanière de la Principauté de Neuchâtel. Pas davantage l'on ne saurait revenir sur les caractères bien connus de la politique française d'intérêt national strict qui prévalut en matière de commerce extérieur et de guerre économique; ni sur la réalité des prélèvements effectués sur la richesse des Etats allemands. Mais il nous semble, tout d'abord, que l'évolution de l'industrialisation de part et d'autre du Rhin à l'époque française doit être appréciée d'une façon plus nuancée; ensuite, que les effets de la politique générale et de la politique économique de la France sur les possibilités d'industrialisation des pays germaniques n'ont pas à être appréciés uniquement dans le court terme, ni en étant isolés d'un ensemble d'autres conditions auxquelles la France du Grand Empire se trouvait également soumise, et qui résultent de la définition d'un cadre économique nouveau auquel l'ensemble des pays avancés de l'Europe ont eu à s'adapter, non sans difficultés, au début du XIXe siècle.

II

La prospérité industrielle des départements rhénans au temps de l'annexion n'est guère contestable. Toutefois, la discussion porte encore sur le sens historique de cette prospérité. Il est certain qu'elle n'a pas été engendrée, mais seulement prolongée, amplifiée ou renouvelée par la francisation temporaire de la rive gauche du Rhin. Les régions occidentales de l'Allemagne ont connu au XVIIIe siècle un éveil économique que soulignent les travaux récents de François-G. Dreyfus du côté français et, du côté allemand, de Fritz Schulte⁹. Ce dernier montre par exemple que la poussée démographique, du premier au dernier quart du XVIIIe siècle, a été aussi vigoureuse dans le cas d'Aix-la-Chapelle que dans celui du duché de Berg

⁹ Die Entwicklung der gewerblichen Wirtschaft in Rheinland-Westfalen im 18. Jh., Köln 1959.

ou du comté de la Mark. L'historien américain Herbert Kisch a étudié¹⁰ la croissance particulièrement brillante de l'industrie lainière, à Montjoie principalement où l'établissement des Scheibler donnait un exemple remarquable à la fois de concentration manufacturière et d'intégration au marché mondial de l'époque, vendant non seulement ses draps en Allemagne septentrionale, mais plus encore en Espagne, en Russie, au Levant. Non moins remarquable, l'essor de la soierie de Crefeld, où les Van der Leyen se situaient par leur capital au premier rang des entrepreneurs de cette région. Quant à l'industrie linière et cotonnière, Gerhard Adelman a bien indiqué la dépendance de son développement par rapport aux initiatives des entrepreneurs bergois¹¹, qui dès 1750 ont tendance à profiter des salaires plus bas de la rive gauche du Rhin pour y faire tisser et filer, se réservant la finition et la commercialisation des toiles: d'où l'intensité croissante du travail industriel dans la région de Gladbach et de Rheydt.

Le nouveau département français de la Roër, que Roger Dufraisse a pu qualifier de «département le plus manufacturier de l'Empire», avait-il dans ces conditions un surcroît de prospérité à attendre de son passage sous l'autorité de la France? Les interprétations les plus hostiles à cette dernière le nient, tenant que la bourgeoisie de la Rhénanie occidentale était, par exception à la situation générale de la société allemande, suffisamment puissante et évoluée pour progresser par elle-même.¹² Elles insistent sur le fait que, si la période napoléonienne a été marquée par des créations industrielles notamment dans le textile, celles-ci ont surtout bénéficié de l'immigration forcée d'entreprises et de travailleurs du Grand-duché de Berg, ou encore que beaucoup de filatures, reposant sur une base financière trop étroite, ont dû fermer leurs portes après la chute de l'Empire.

De divers côtés, de récentes études régionales ou locales apportent tout au contraire l'impression que l'industrie de la rive gauche du Rhin a retiré des avantages précis et une accélération momentanée de sa croissance de sa réunion à la France. C'est à Herbert Kisch, dans une autre étude intitulée «The impact of the French Revolution on the lower Rhine textile districts»¹³, que l'on en doit une première démonstration, portant sur le cas de l'industrie drapière d'Aix-la-Chapelle. Les limitations corporatives portant sur l'outillage et sur l'emploi y paraissaient responsables, à la fin

¹⁰ «Growth Deterrents of a Medieval Heritage: the Aachen-area Woollen Trades before 1790», *Journal of Economic History*, 1964, pp. 517-537.

¹¹ «Strukturwandlungen der rheinischen Leinen und Baumwollgewerbe zu Beginn der Industrialisierung», *Vierteljahrsschrift für Sozial- u. Wirtschaftsgeschichte*, 1966, pp. 162 bis 184.

¹² Cf. Max BARKHAUSEN, «Die sieben bedeutendsten Fabrikanten des Roerdepartments im Jahre 1810», *Rheinische Vierteljahrsblätter*, 1960, pp. 110-113.

¹³ *Economic History Review*, t. XV, pp. 304-327.

du XVIII^e siècle, d'une certaine stagnation par rapport aux régions avoisinantes. En 1794–1796, l'industrie drapière aixoise subit des pertes financières sérieuses tant du fait d'une crise économique et sociale aiguë que de celui des ventes forcées à perte qu'elle dut consentir à l'armée de Sambre-et-Meuse, tandis que l'exportation lui était temporairement interdite vers les foires de Francfort et de Leipzig. Mais à partir de 1798, la situation s'améliore rapidement, semble-t-il. Le nombre des entreprises drapières à Aix passe de 9 en 1800 à 16 en 1804, 41 en 1807, 90 en 1811; la valeur de leur production, de 5 millions et demi en 1786 à 9 millions en 1806 et 11 en 1811, exportée presque en totalité vers la France et le Levant; les entrepreneurs les plus riches ont pu profiter de la vente à bas prix, par une administration qui les favorise, de bâtiments ecclésiastiques, circonstance qui équivaut à une dotation en capital. Les indications d'Herbert Kisch concordent entre autres avec celles d'une source généralement peu utilisée par les historiens économistes, et conservée par le Service historique de l'Armée au château de Vincennes: il s'agit des mémoires descriptifs, statistiques et historiques rédigés d'après des observations recueillies sur les lieux par les ingénieurs-géographes chargés du levé des plans. Ainsi le mémoire du capitaine Massiat, pour Aix-la-Chapelle, fait-il état pour 1806 d'une population de 27.168 habitants (contre 23.000 vers 1790), et de l'emploi de 25.000 ouvriers tant en ville qu'aux environs, c'est-à-dire dans les régions de Juliers et de Limbourg¹⁴. De nouvelles variétés de tissus sont introduites dans la fabrication: cachemires, calmouks. La mécanisation apparaît enfin: première machine à filer en 1807, à tondre en 1809, à tisser en 1812 – cette dernière, il est vrai, sans aucune diffusion immédiate; mécanisation rendue possible par la prospérité même. Ainsi Herbert Kisch n'hésite-t-il pas à affirmer: »It can safely be stated that French domination proved, in its long-run effect, a true blessing«. Cette bénédiction, elle est d'ordre à la fois juridique – liberté du travail, destruction des ordres – et économique – intégration à un vaste marché français élargi par les annexions, dans lequel la Rhénanie trouve l'occasion, à la fois, de vendre plus et d'acheter l'outillage – celui de William Cockerill, en particulier – fabriqué dans la région liégeoise voisine et plus industrialisée. La démonstration peut être répétée à propos de la draperie d'Eupen, de Montjoie, de Burtscheid.

Dans une autre ville et dans d'autres secteurs industriels, elle est également procurée par le travail d'Herbert Milz sur Cologne¹⁵. Sous la pro-

¹⁴ Archives historiques de l'Armée, *Mémoires et Reconnaissances*, 1124.

¹⁵ *Das Kölner Großgewerbe von 1750 bis 1835*, Köln, 1962. Cf. également Hermann Kellenbenz, *Die Zuckerwirtschaft im Kölner Raum von der napoleonischen Zeit bis zur Reichsgründung*, Köln, 1966.

tection du Blocus, s'épanouissent ici les industries du coton, de la soie et du sucre. L'industrie cotonnière est à Cologne une création de l'époque française; elle expose à Paris en 1806, participe vers 1810 à la conquête du marché italien. Mais il est vrai de dire qu'ici l'apport humain et financier des réfugiés bergois joue un rôle essentiel: ainsi le réfugié Friedrich Wilhelm Bemberg, installé en 1810, est-il le seul à avoir des »mule-jennies« et une machine à vapeur. Juste de dire, aussi, qu'à la fin de 1812 et en 1813 la crise se fait sévèrement sentir, avec la reprise de la contrebande, puis l'invasion des produits britanniques. Les manufacturiers colonais, il est vrai, incriminent surtout le prix du coton: 14 francs le kilogramme à Cologne, contre 6 francs à l'intérieur de l'Allemagne ou en Suisse. Mais sans doute aussi leur niveau technologique était-il encore insuffisant. L'ingénieur-chef de bataillon Rousseau, écrivant en 1809, fournit des indications concordantes avec le tableau précédent.¹⁶ A Cologne, qui compte 44.035 habitants en 1807, *»la population s'accroît chaque année par l'établissement de diverses fabriques, et déjà cet accroissement la met au-dessus de ce qu'elle était lors de l'existence des établissements religieux, dont une partie des membres a dû quitter la ville après le décret de suppression en l'an X«*. L'esprit public de la ville, note-t-il, n'est pas bon pour autant; car, à la propagande anti-française orchestrée par *»les chanoines et prêtres réformés par la suppression de nombreux chapitres et couvents et réduits à une modeste pension«*, s'ajoutent les plaintes contre les droits réunis et contre les douanes, dont la direction colonaise emploie près de 1100 préposés. Les douanes sont responsables de la cherté des matières premières, conjuguée avec celle de la main-d'œuvre – c'est un problème sur lequel on reviendra. Ces hauts prix, conclut Rousseau, *»sont des obstacles majeurs aux progrès de ces manufactures, peu portées aux améliorations, et dont on aperçoit le ralentissement«*. Néanmoins, il reste que presque toutes les fabriques existantes ont été établies depuis dix ans. Cette augmentation de potentiel, cette floraison d'initiatives et d'entreprises sont par elles-mêmes les faits essentiels. Qu'au lendemain, ou dès la veille, de l'effondrement de l'Europe napoléonienne les quatorze manufactures de fils et de toiles de coton dénombrées par l'ingénieur-géographe français aient été durement éprouvées, ne paraît pas en revanche de nature à justifier un jugement négatif. On peut en conclure, à notre avis: 1) qu'indéniablement la politique napoléonienne imposait aux industries de travailler avec certains handicaps et dans des conditions artificielles; 2) que, non moins certainement, elle procurait une protection indispensable aux industries du continent; 3) que la Prusse, qui recueillit en 1814 le département de la Roër, n'avait pas à lui offrir un marché

¹⁶ Arch. hist. de l'Armée, Mém. et rec., 1125.

aussi homogène et étendu que celui de l'Empire français, ce qui ne porte pas condamnation de cet Empire en tant que marché, précisément.

Au reste, après le déplacement des frontières en 1814, les industries rhénanes, atteintes par la rupture de la zone industrielle Liège-Verviers-Aix-Cologne, par l'obligation de réorienter leurs ventes, par la crise économique générale postérieure à la fin des guerres, manifestèrent pourtant, au prix de certaines adaptations et amputations, une remarquable vitalité.¹⁷ Il n'est sans doute pas arbitraire de rechercher l'une des sources de cette vitalité dans l'accumulation du capital, accumulation qui avait été importante pendant la période française: c'est un point sur lequel Richard Tilly vient d'attirer l'attention.¹⁸ Cet auteur remarque d'abord le fort accroissement de la richesse des banquiers, notamment colonais, dans les années 1800-1810; c'est le cas de Herstatt, de Schaaffhausen, d'Oppenheim – ce dernier installé depuis 1801 à Cologne. Ainsi la période lui paraît-elle décisive pour l'avenir bancaire de la Rhénanie. Il voit dans la spéculation foncière déclenchée par les sécularisations de 1802, sous le régime français, spéculation qui porta dans le seul département de la Roër sur plus de treize millions de francs de biens, le facteur essentiel de cette croissance bancaire. L'achat par gros blocs, la revente par parcelles fut l'occasion pour les banquiers, qui disposaient seuls des sommes nécessaires au paiement comptant initial, de réaliser d'importants profits, auprès desquels ceux offerts par l'entreprise de fournitures militaires (cuir, habillement) paraissent avoir été secondaires.

Ainsi donc la période française vient-elle s'inscrire, pour la rive gauche du Rhin, dans une suite de circonstances favorables qui, depuis le XVII^e siècle, avaient contribué à différencier la Rhénanie du reste des pays allemands et à l'intégrer indiscutablement à la partie dynamique de l'Europe occidentale en même temps qu'aux courants d'échanges internationaux. Sans doute le cas de la Roër, dont il serait souhaitable qu'une étude économique systématique soit menée pour les années en question, est-il exceptionnellement favorable. Celui de la Sarre n'offre pas d'exemple comparable de développement économique. La production de houille sarroise s'est certes élevée, entre 1792 et 1813, de 50.000 à plus de 80.000 t. Mais cette expansion des quantités tirées au jour ne s'est accompagnée ici d'aucun progrès technique, à la différence de ce qui s'observe dans le bassin de la Ruhr. La cause principale en réside peut-être dans le caractère provisoire et mal adapté aux nécessités économiques des

¹⁷ Cf. Herbert KISCH, «The textile industries in Silesia and the Rhineland. A comparative study in industrialization», *Journal of Economic History*, XIX (1959), pp. 541 bis 564.

¹⁸ *Financial Institutions and Industrialization in the Rhineland 1815-1870*, University of Wisconsin Press, 1966.

solutions administratives imposées à ces mines: de 1798 à 1806 et en fait à 1808, elles furent confiées par le domaine national à la Compagnie Equer, sous le régime de la régie intéressée, et par un bail de neuf ans dont la brièveté faisait obstacle, alors que les profits étaient pourtant substantiels, à des investissements à long terme. Cependant, il s'esquissa dans les années napoléoniennes une intéressante intégration des économies lorraine et sarroise, c'est-à-dire des trois activités majeures: extraction du charbon, sidérurgie, exploitation des salines. En effet, la Compagnie Equer réunissait la gestion des mines et des forges (à l'exception, notamment, de la forge de Neunkirchen, vendue en l'an XIV à Stumm et Cie, d'anciens fournisseurs), tandis que quatre au moins de ses associés étaient en même temps ceux de la Compagnie fermière des Salines de l'Est (Dieuze, Moyenvic et Château-Salins), le personnage central étant semble-t-il Catoire. En 1809 fut entrepris un canal reliant la Sarre aux salines, dont treize kilomètres seulement étaient construits en 1814, à partir de Dieuze. Il reste que la Sarre avait trouvé en France de l'Est un ensemble de clientèles pour soutenir sa production¹⁹ et que 1815 apporta, ici aussi, une sérieuse perturbation.

III

Si l'on prend pour poste d'observation, à présent, la rive droite du Rhin, comment ne pas être frappé, d'abord, par l'intensité de l'activité commerciale engendrée dans cette partie de l'Allemagne par le dérangement des conditions anciennes des échanges internationaux? Autour des nouvelles frontières rhénanes d'une France en guerre maritime et économique contre l'Angleterre, s'organisent, en fonction des ports restés libres sur la Mer du Nord, et de la persistance d'un trafic neutre, des circuits de rechange pour l'approvisionnement d'une économie française partiellement assiégée. Il en résulte des profits supplémentaires pour plusieurs catégories de gens d'affaires: consignataires des ports et des relais terrestres, banquiers chargés des règlements, et naturellement entreprises de roulage ou de batellerie. Un bon exemple en est fourni par Emden dans les années 1804-1805, qui expédie les marchandises reçues par mer, d'abord par la navigation de l'Ems jusqu'à Meppen, ensuite par route

¹⁹ Cf. W. O. HENDERSON, *The State and the Industrial Revolution in Prussia 1740 bis 1870*, 1958; Paul SAINTE-CLAIRE-DEVILLE, «*Etudes historiques sur les mines et les usines du pays de la Sarre sous la Révolution française et le Premier Empire*», *Annales des Mines, Mémoires*, 1928-1933.

jusqu'à Wesel, Düsseldorf, Cologne; au-delà, les produits gagnent Paris par Bruxelles. Mais d'autres circuits utilisent Francfort et Mayence, Strasbourg, Bâle. Les points d'entrée en France, bientôt, sont commandés par la localisation et la spécialisation des bureaux douaniers. Plus tard, au temps du Blocus proprement dit, viendront les profits, plus risqués, mais aussi plus lucratifs, de la contrebande: il suffit de rappeler à ce sujet la thèse complémentaire de Fernand L'Huillier sur le Grand-duché de Bade, et ses croquis suggestifs montrant l'attaque en des points multiples de la ligne du Rhin par le commerce illicite²⁰. C'est sur le territoire badois que se croisent, rappelle-t-il, les grandes routes commerciales de l'Allemagne du Nord vers l'Allemagne du Sud, la Suisse, l'Autriche, d'une part; de la France vers l'Europe centrale et le Levant, de l'autre – du moins jusqu'en 1811.

Du point de vue de l'industrialisation, ou de l'évolution des régions industrialisées, y a-t-il lieu de souscrire à une opposition tranchée de part et d'autre de la fatale ligne des douanes françaises, isolant et privilégiant un véritable »Eldorado« – un marché de plusieurs dizaines de millions de consommateurs? Naturellement, l'exemple qui vient tout d'abord à l'esprit est celui du Grand-Duché de Berg, victime notoire de la politique douanière française. Son cas appelle toutefois plusieurs remarques. En premier lieu, Herbert Kisch, dans son article précité, souligne que la crise y a été tardive et par suite relativement brève: selon lui, elle ne survient qu'en 1809, au terme d'une période de prospérité à peu près ininterrompue depuis 1780, au cours de laquelle Barmen et Elberfeld avaient notamment profité du ralentissement de la production française occasionné par les années de la Révolution. En second lieu, la violence de la crise n'est sans doute ni totalement explicable par la fermeture du marché français, ni absolument insurmontable de la part des entrepreneurs locaux. Nous avons à ce sujet le témoignage, depuis longtemps connu, de Beugnot lors de sa tournée d'inspection de 1809, en une année où les exportations ont déjà subi un recul en valeur d'un quart environ. Beugnot trouve à Elberfeld »une industrie active et surtout ingénieuse à se plier aux goûts qui sont variables même en Allemagne, aux facultés et aux caprices des consommateurs. Cette intéressante fabrique est prête à tout, et se défend par sa mobilité... Si on lui ferme un marché, elle en

²⁰ Etudes sur le Blocus continental. La mise en vigueur des décrets de Trianon dans le grand-duché de Bade, Paris, 1951.

Outre le livre fondamental de Charles SCHMIDT, *Le Grand-duché de Berg (1806–1813). Etude sur la domination française en Allemagne sous Napoléon Ier*, Paris, 1905, voir notamment sur le même sujet: Hermann RINGEL, *Bergische Wirtschaft zwischen 1790 und 1860*, Neustadt a. d. Aisch, 1966; Edith SCHMITZ, *Leinengewerbe und Leinenhandel in Nordwestdeutschland 1650–1850*, Köln, 1967.

cherche un autre». Chez le fabricant de foulards de soie Symons, il loue la tactique qui consiste à se contenter d'un médiocre profit, compensé par l'étendue des ventes, afin de mieux supporter la concurrence des prix anglais. Dans toutes les entreprises, dans toutes les villes, certes, ses entretiens roulent autour du même problème: la nécessité d'ouvrir le marché français aux productions locales, alors qu'elles sont privées du débouché des colonies européennes d'Amérique.²¹ Mais dans la rubannerie, l'impression sur soie comme sur toile, l'industrie de cette région de la Wupper ne souffre-t-elle pas d'un certain vieillissement? Beugnot note que la navette volante est encore peu répandue. Or la région est connue d'ores et déjà pour ses salaires relativement élevés; à l'administrateur français en tournée, les ouvriers ont paru *»bien portants, habillés avec simplicité mais proprement*». Avant même que la prohibition des articles textiles de la vallée de la Wupper du côté français ne provoque le transfert de la fabrication des cotonnades communes, particulièrement, vers la région de Gladbach-Rheydt, on sait que la hausse des salaires en pays bergois avait déjà déterminé l'émigration de la filature vers cette région, jusqu'alors rurale. Il est possible que le maintien de prix avantageux n'ait pu être acquis qu'en abaissant la qualité: à propos des articles analogues aux rouenneries, Beugnot signale – et il sait de quoi il parle, ayant *»passé six ans dans cette place forte de l'industrie française (Rouen), étudiant avec toute sorte de plaisir et d'attrait les procédés de cette industrie*» – l'infériorité du tissage, effectué avec de mauvais cotons, et de la couleur, obtenue avec trop peu de matières colorantes. Autrement dit, le Blocus et la politique douanière française ont peut-être bien eu ici des effets d'autant plus accusés qu'ils se greffaient sur des difficultés de nature proprement structurelle.

D'autre part, le grand-duché de Berg a bénéficié de l'incorporation du comté de la Mark et des territoires d'Essen et de Werden, par laquelle se trouvait réalisée l'intégration géographique au sein des frontières d'un même Etat de régions productrices et de régions consommatrices de houille. Les houillères de la Ruhr étaient entrées, dans le dernier tiers du XVIII^e siècle, dans une phase de rapide expansion de leur production: 60.000 t. en 1770, 392.000 t. en 1805 si l'on suit les chiffres de Maurice Baumont²², repris dans la mise au point de F. G. Dreyfus. Au cours de la décennie suivante, il semble que la production soit restée stationnaire, bien qu'un rapport de l'ingénieur Héron de Villefosse donne pour 1810 le chiffre de 558.000 t. Faut-il en conclure à une expansion contrariée pendant la période française? En fait, Guy Thuillier a eu le mérite de

²¹ Archives nationales, Paris, AP 40, 2.

²² La grosse industrie allemande et le charbon, Paris, 1928.

montrer²³ que, jusqu'en 1812 au moins, la Ruhr a trouvé en Hollande et en Allemagne du Nord un débouché facile, à la faveur de l'absence de la concurrence anglaise; mieux encore, que le Blocus continental, en faisant monter les prix du charbon, a permis aux entreprises de réaliser des profits exceptionnellement élevés, profits qu'elles ont réinvesti à l'occasion d'un grand effort de modernisation de l'équipement. La période française, période d'accroissement des profits plus que de la production, a donc été celle des premières transformations techniques: multiplication des machines à vapeur, développement corrélatif de l'exploitation en profondeur. Ainsi commence à se combler le retard technique de ces mines par rapport aux bassins liégeois et français, et se manifeste sans doute ce que l'auteur appelle «une anticipation d'une période de prospérité».

Crise, ralentissement – ou éveil de la vie industrielle? La question se pose encore à propos d'autres régions sur lesquelles des livres et articles récents ont apporté des lumières. Nous pensons ici aux travaux de Wolfram Fischer sur le pays de Bade. La seconde moitié du XVIIIe siècle avait été marquée, ici aussi, par des créations industrielles: manufacture de cotonnades et d'indiennes de Lörrach, fondée en 1753 par le Bernois Kupfer; indienneseries Macaire et Theysser à Constance en 1785 et 1786; draperie à Pforzheim; rubans de soie à Kandern; verreries à Gaggenau, etc. La majorité de ces entreprises survécut au cours de la période napoléonienne, même si ce fut au prix d'un ralentissement, d'une mise en sommeil, voire d'un passage en d'autres mains. De plus, cette période, affirme Wolfram Fischer, a été marquée par une nouvelle poussée industrielle, «eine neue Gründungswelle» stoppée, mais non anéantie par la fin du Blocus, et qui prend son origine dans les conditions particulières de l'époque, à savoir non point tellement dans la possibilité ou la volonté de substituer des productions locales aux articles britanniques, que dans la nécessité de procurer de nouveaux emplois à la population des territoires récemment incorporés. Cette «Gründungswelle» des années 1806 à 1812, jusqu'à présent presque totalement méconnue, a eu pour manifestations essentielles la fondation d'une série de filatures mécaniques de coton, dont la plus importante fut la fabrique du couvent de St. Blasien, installée en 1809 par le Zurichois Johann Georg Bodmer, dans un grand monastère bénédictin sécularisé, et qui comptera en 1816 douze mille broches, se classant ainsi parmi les premières entreprises du continent. Par une sorte d'inversion des courants qui avaient joué au siècle précédent, l'Allemagne méridionale bénéficie aux premières années du XIXe siècle de l'intervention des hommes, des capitaux et des techniques issus des foyers industriels de l'Alsace du Sud et de la Suisse du Nord, eux-

²³ «Les houillères de la Ruhr», Annales E. S. C., 1960, pp. 882–897.

mêmes souvent associés: ainsi, en 1808, les Merian de Bâle et les Koechlin de Mulhouse reprennent-ils la manufacture de cotonnades et d'indiennes de Lörrach, où Pierre Koechlin introduit en 1809 l'impression au cylindre.²⁴

A l'Est des régions rhénanes, on saisit aisément d'autres signes d'animation économique en rapport avec les conditions particulières de l'époque napoléonienne. Dans la Bavière agrandie par la faveur de l'Empereur des Français, suivons par exemple l'évolution des deux grands centres annexés d'Augsbourg et de Nuremberg. La première, certes, souffre des entraves au commerce de commission par lequel elle mettait traditionnellement en relations l'Italie avec l'Allemagne du Nord et l'Europe orientale; le grand négoce – les Obwexer, particulièrement – éprouve des pertes importantes aux colonies. Mais les opérations proprement bancaires y restent très actives; l'impression sur toiles également, illustrée jusqu'en 1811 par la vieille firme Schüle; en 1809 apparaît, avec Heinle-Matulka, la première filature mécanique de coton.²⁵ Un redressement a suivi ici la crise des premières années du siècle, provoquée par les fermetures successives des marchés russe, français, hollandais, ainsi que par la concurrence, aux foires de Leipzig, des toiles anglaises et saxonnes. A Nuremberg, en revanche, c'est le départ d'une nouvelle prospérité commerciale: la place devient la capitale incontestée du grand négoce bavarois, exportant les produits manufacturés du royaume, important les produits coloniaux; les maisons de commission en affaires avec toute l'Europe se multiplient, et le mouvement ne fera que s'amplifier dans l'après-guerre.²⁶ D'une façon générale, la Bavière se trouve bien placée sur le parcours des marchandises en transit du Levant vers la France. Par ailleurs, le vieil électorat dont les souverains avaient jusqu'alors médiocrement réussi à stimuler l'industrialisation – ainsi qu'en témoigne, dans les années 1800–1812, la progressive extinction de l'activité de la »Bombasin- und Cottonmanufaktur« de Munich²⁷ bénéficie de la pénétration de capitaux d'origine rhénane: en 1802, Johann Gottfried Brügelmann, le fondateur de la première filature mécanique de coton en Allemagne, à Ratingen en 1784, crée à Munich un établissement de filature, blanchiment et teinture dont la production connaîtra un vif essor;

²⁴ »Ansätze zur Industrialisierung in Baden 1770–1870«, Vierteljahrschrift für Sozial- u. Wirtschaftsgeschichte, 1960, pp. 186–231; Der Staat und die Anfänge der Industrialisierung in Baden 1800–1850, Berlin, 1962.

²⁵ Cf. Wolfgang ZORN, Grundzüge der Handels- und Industriegeschichte Bayerisch-Schwabens 1648–1870, Augsburg 1961; »Grundzüge der Augsburger Handelsgeschichte 1648–1806«, Vierteljahrschrift für Sozial- u. Wirtschaftsgeschichte, 1956, pp. 97–145.

²⁶ Id., »Zur Nürnberger Handels- und Unternehmensgeschichte des 19. Jh.«, in Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte Nürnbergs, Bd. II, Nürnberg, 1967.

²⁷ Cf. Gerhard SLAWINGER, Die Manufaktur in Kurbayern, Stuttgart, 1966.

en 1812, ce sera la tentative d'un autre filateur originaire de Wesel, Tillmann Stephens. A propos de Brügelmann, déjà fondateur de filiales à Rheydt et à Cologne, Wolfgang Zorn signale que le milieu des entrepreneurs d'industrie participe ainsi, désormais, au mouvement d'unification progressive de l'économie allemande par les liaisons interrégionales de capitaux, mouvement déjà si sensible dans le banque comme le montrent les exemples des Brentano et des Seligmann, émules discrets des Rothschild²⁸. Au Nord du royaume enfin, dans la principauté rattachée d'Ansbach, malgré la proximité et la concurrence de la Saxe, prospère la filature et indienne de Stirner à Schwabach, dont Ortulf Reuter note²⁹ qu'il profite du Blocus pour procéder à d'amples investissements de caractère technique.

C'est précisément la Saxe qui, à la charnière des régions en voie d'industrialisation et des régions plus arriérées de l'Europe, paraît avoir le plus brillamment couronné, dans la période napoléonienne, son essor manufacturier du XVIII^e siècle. Rudolf Forberger signale³⁰ que l'indienne saxonne, à l'occasion du Blocus, a non seulement pris du terrain sur l'exportation britannique, mais encore su trouver de nouveaux marchés en Europe de l'Est et du Sud-Est: d'où un gonflement spectaculaire de la production, du nombre des entreprises dans les années 1807-1814. On connaît d'autre part la constitution, presque de toutes pièces, de l'industrie saxonne de la filature mécanique du coton, passée entre 1806 et 1814 de 13 000 à 284 000 broches. Elargissons encore le cadre géographique de l'analyse: une analogie certaine relie le cas de la Saxe à celui de la Suisse septentrionale. Là aussi, adossés à un marché franco-italien dont ils ont été progressivement exclus, mais résolus à exploiter l'affaiblissement temporaire de la concurrence britannique, les entrepreneurs ont cherché des marchés de remplacement en Europe centrale, et ont réussi à constituer la filature mécanique du coton qui leur faisait défaut. Après une période de précurseurs, de 1801 à 1806, parmi lesquels se distingue la société Escher-Wyss de Zürich qui donnera l'impulsion à la construction mécanique suisse, Walter Bodmer³¹ parle pour les années 1806-1813

²⁸ »Binnenwirtschaftliche Verflechtungen um 1800«, in *Die wirtschaftliche Situation in Deutschland und Österreich um die Wende vom 18. zum 19. Jh.*, Stuttgart, 1964; Walter DIETZ, *Die Wuppertaler Garnnahrung. Geschichte der Industrie und Handels von Elberfeld und Barmen 1400 bis 1800*, Neustadt a. d. Aisch, 1957.

²⁹ *Die Manufaktur im fränkischen Raum*, Stuttgart, 1961.

³⁰ *Die Manufaktur in Sachsen*, Berlin, 1958.

³¹ *Schweizerische Industriegeschichte*, Zürich, 1960. Sur l'ensemble des régions évoquées dans cette III^e Partie, cf. également l'exposé général nuancé de Wilhelm TREUE dans *Wirtschaftsgeschichte der Neuzeit*, Stuttgart, 1966 (notamment p. 332 et pp. 352-354).

Voici encore, sur ce problème, deux témoignages de préfets placés à la tête de départements très industrialisés, en réponse à une question du ministre de l'Intérieur. De Rouen, Savoye-Rollin écrit: »Le département de la Seine-Inférieure n'a point encore expédié de

d'une véritable vague de fondations, à l'abri du Blocus, culminant au début de la deuxième décennie du XIXe siècle. En 1813 il y aura 60 filatures mécaniques dans le canton de Zürich; en 1814, 17 dans celui de Saint-Gall, ces chiffres réunissant une douzaine de grosses affaires à une masse de petites industries domestiques n'employant encore qu'une ou deux »mule-jennies«.

Résumons l'impression d'ensemble. La politique française et les guerres à l'époque napoléonienne ont réorganisé par la force l'espace politique et économique de part et d'autre du Rhin. Elles ont passagèrement bouleversé les marchés et les courants commerciaux. Elles ont suscité localement des crises, des adaptations. Mais elles ont eu pour évidente contrepartie d'encourager l'implantation, particulièrement dans le secteur-clé de l'industrie cotonnière, d'un certain nombre d'entreprises dont l'apparition constitue la toute première étape d'une révolution industrielle. On conteste souvent la validité de ce processus au nom des conditions extraordinaires dans lequel il s'est engagé et de l'impasse dans lequel il risquait d'échouer à court terme. Nous pensons à l'inverse qu'en dépit des apparences, ces conditions exceptionnelles n'étaient pas en contradiction fondamentale, tout au contraire, avec les sujétions et les nécessités inséparables du développement de la révolution industrielle chez les »second comers« du continent européen.

IV

Sans vouloir entrer dans le problème des origines complexes de la Révolution industrielle en Angleterre, rappelons que la plupart des his-

cotons filés pour l'Allemagne, ni pour la Saxe... L'industrie de ces pays s'approvisionne ailleurs»; en revanche il vend des toiles blanches en Allemagne, Suisse, Espagne. Et de Bruxelles, Chaban, de son côté: »Jusqu'à présent nos filatures de coton n'ont pu avoir aucun débouché ni dans le duché de Berg, ni dans la Saxe, parceque les cotons filés y sont de 20% meilleur marché... D'après les avis des fabricants les prix sont encore trop disproportionnés pour qu'on puisse espérer de pouvoir avant longtemps y vendre des filés de nos manufactures, quand bien même l'Allemagne resterait à jamais fermée aux Anglais« (Arch. nat., Paris, F¹² 533). Ces deux textes sont de mars 1807. A la fin de mai 1808, en pleine crise du coton cher, il est vrai, des achats massifs de filés à Rouen par des maisons suisses et allemande attireront l'attention des autorités: phénomène passager, en attendant que la filature suisse, notamment, commence à progresser, et qui provoquera d'ailleurs en réaction une interdiction temporaire d'exporter les filés de coton, réservés aux besoins du tissage national. Ajoutons enfin que l'histoire des ventes d'articles textiles ou métallurgiques, en provenance des foyers industriels de l'Allemagne du nordouest, sur les foires de Leipzig et de Francfort pendant la période napoléonienne n'est pas faite. De Francfort, les rapports consulaires français semblent indiquer que ces produits y élargissent vigoureusement leur marché. Les foires de Leipzig font actuellement l'objet de recherches par Madame Barbara Grochulska (Varsovie).

toriens s'accordent à situer en bonne place les impulsions communiquées à l'économie anglaise par le commerce extérieur – impulsions qui resteront déterminantes pendant tout le XIXe siècle dans le développement des diverses phases de cette révolution industrielle et l'amplification de la prospérité britannique. Ce qui ne veut pas dire, bien entendu, que l'on doive pour autant minimiser le rôle d'un marché intérieur particulièrement homogène et évolué dans le démarrage industriel outre-Manche. A l'exception de la France – une exception qui n'est plus valable après Trafalgar – aucun pays du continent européen n'était en état d'amorcer sa révolution industrielle sur des bases analogues. Avec le décalage chronologique et la dépendance technologique, c'est sans doute le lien organique avec le marché intérieur qui est le trait le plus caractéristique par lequel les révolutions industrielles se distinguent sur le continent de leur devancière britannique. Il se trouve que la période napoléonienne a coïncidé avec les débuts de l'extension géographique de la révolution industrielle, et il est vrai que la politique et la stratégie économiques napoléoniennes ont contribué radicalement, soit de façon délibérée, soit sous la pression des circonstances, à couper l'Europe de ses marchés d'exportation habituels et notamment des marchés américains. Il ne s'ensuit pas pour autant que Napoléon soit responsable des entraves avec lesquelles la première industrialisation mécanicienne de cette Europe a dû compter. Permettons-nous, par exception, un raisonnement hypothétique. Si, dans les années 1800–1815, les industries européennes se fussent trouvées en situation de vendre librement outre-mer, il est fort probable qu'elles eussent eu à affronter la concurrence des produits britanniques, également sensible d'ailleurs en Europe même; on eût sans doute assisté à une crise des exportations et aussi, avec quelques années d'avance, à un violent affrontement commercial entre produits britanniques et produits nationaux. Disons, très schématiquement, qu'en imposant aux régions industrielles ou en voie d'industrialisation du continent de se retourner vers des marchés différents à la fois par leur nature et par leur localisation, le Blocus n'a fait que les placer avec un peu d'avance dans la situation où elles devaient se trouver de toutes façons. Sans doute le Blocus vient-il s'insérer à l'articulation de deux grandes époques du capitalisme européen – insertion qui n'est d'ailleurs pas le fait du hasard dans la mesure où son auteur avait clairement conscience de la nécessité de protéger le continent contre la suprématie qu'assuraient à l'Angleterre son avance technique et sa puissance maritime considérablement renforcée.

C'est ici que les détracteurs de Napoléon font intervenir, de façon plus ou moins consciente, un bien curieux argument. En critiquant la constitution, à l'Ouest du Rhin, d'un vaste marché protégé, ils lui reprochent en somme de ne pas avoir ouvert aux exportations industrielles de l'Al-

Allemagne rhénane ou centrale un marché de rechange, les consommateurs français venant prendre opportunément la relève de ceux des Amériques. C'est faire peu de cas des idées et des usages de l'époque. L'idée mercantiliste ou, si l'on préfère, néo-mercantiliste, de la protection douanière des industries nationales que l'on désire encourager, soutient la politique de tous les Etats du continent à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, de l'Espagne de Charles IV à la Russie de Catherine et d'Alexandre, en passant par les Etats de la Confédération du Rhin; le cas de la France, où le traité de 1786 avec l'Angleterre conservait d'ailleurs quelques partisans, ne reflète aucunement quelque égoïsme national aberrant. L'idée n'était pas en ce temps concevable de constituer entre la France et tous les Etats du système napoléonien une sorte de zone de libre échange.

En revanche, une histoire anti-napoléonienne peut aisément et justement tirer parti des efforts de la France pour imposer, exploitant sa suprématie politique en Europe, des traités de commerce favorisant l'introduction de ses articles industriels dans divers Etats du continent. Toutefois, ici encore, et mis à part le cas – qui ne nous concerne pas – de l'Italie, que vaut, en fait, l'argument? Les articles de fabrication française ont-ils effectivement pris pied sur les marchés allemands? La question a certainement été peu étudiée. Nous apporterons ici un témoignage très partiel, mais non dépourvu de signification. Sous l'Empire, le premier indienneur de France, Oberkampf, fait un effort important pour développer ses ventes dans les départements annexés et hors des frontières françaises. Or il ne réussit à se constituer aucune clientèle à l'Est du Rhin et du Jura, ne pouvant lutter contre les toiles imprimées helvétiques et d'Allemagne du Sud. Resterait à savoir, il est vrai, si les fabriques alsaciennes, qui imprimaient des articles analogues mais un peu moins chers, ont pu ou non développer leurs exportations outre-Rhin, dans une direction qui leur était déjà familière dans le dernier quart du XVIIIe siècle.

Le problème de fond reste celui de la formation des marchés intérieurs, indispensable à l'épanouissement de la révolution industrielle dans les Etats allemands. Où en est-elle au début du XIXe siècle, et dans quelle mesure a-t-elle favorisée ou défavorisée par la France napoléonienne?

Il ne fait pas de doute que les remaniements territoriaux imposés par Napoléon Bonaparte ont eu pour heureux effet de favoriser la croissance d'unités politiques et économiques plus consistantes. Marcel Dunan l'a dès longtemps souligné à propos de la Bavière³², qui, après arrondissement et concentration, regroupe en 1806 trois millions et demi d'habitants; il

³² Napoléon et l'Allemagne. La Bavière au temps du Blocus continental (1806-1810), Paris, 1942.

voit là une étape essentielle de la transformation économique, d'autant que cet Etat, dont l'économie était jusqu'alors dominée par une agriculture arriérée, s'incorpora alors de vieux centres commerciaux et industriels. »La Bavière de Maximilien-Joseph et de Montgelas, principal Etat de la Confédération du Rhin, représentait, au point de vue économique allemand, un progrès considérable par rapport à l'éparpillement des territoires dont ses deux créateurs et Napoléon l'avaient constituée«. La brasserie munichoise, en particulier, profitera de la concentration sous un même sceptre des grands domaines houblonniers de l'Allemagne méridionale. Dans le Grand-duché de Bade, Wolfram Fischer note que l'annexion de régions du Sud de la Forêt Noire détachées de l'Autriche ou provenant de principautés ecclésiastiques sécularisées a créé un nouveau marché de la main-d'œuvre auquel les créateurs de nouvelles industries ont pu s'adresser³³.

En second lieu, les Etats de la Confédération du Rhin ont procédé à leur unification douanière interne, ainsi que le fait remarquer Wolfgang Zorn³⁴: c'est le cas de la Bavière et du Wurtemberg en 1807, de la Westphalie en 1811, du Bade en 1812. L'Autriche en 1800, la Prusse en 1805 ont adopté des mesures d'abolition partielle des lignes de douanes intérieures: l'Autriche proprement dite, la Bohême et la Galicie forment une unité douanière; il en est de même d'une série de provinces autour du Brandebourg. Mais il est bien évident que les pays germaniques restent fortement compartimentés et morcelés; pire même: divisés par des guerres douanières qui opposent par exemple la Prusse et la Saxe, la Bavière et le Wurtemberg. L'Allemagne a donc progressé, mais très insuffisamment, sur la voie de l'unification économique; aucun marché national n'y approche, même de loin, des dimensions imposantes du marché français et de son annexe italienne. Du moins est-ce en Allemagne que les hommes d'Etat et les économistes feront les premiers fructifier la leçon napoléonienne en prenant l'initiative de constituer le Zollverein. Mais avant qu'on n'en arrive là, le Congrès de Vienne aura imposé une série de régressions: tandis que les départements belges auront eu la chance relative d'être intégrés à un royaume des Pays-Bas où les débouchés restent importants, la Saxe subira au profit de la Prusse une spectaculaire amputation de son marché intérieur, la rive gauche du Rhin prussifiée connaîtra une crise de réadaptation à un marché beaucoup plus resserré. Ajoutons que pendant toute la période considérée le réseau des communications routières et fluviales fait peu de progrès.

Dès l'instant que le marché intérieur est appelé à devenir le principal

³³ Cf. article cité à la n. 24, p. 196.

³⁴ Cf. article cité à la n. 28.

support de l'industrialisation, son homogénéité et sa massivité ne sont pas seules à entrer en compte, et quelle que soit la taille du marché il faut aussi en considérer la qualité, le pouvoir d'achat – éléments en fonction desquels les industries existantes ou à naître doivent à leur tour adapter leur production. De ce point de vue, l'analyse doit porter d'abord sur les conditions démographiques, économiques et sociales qui régissent le marché. Ainsi convient-il de ramener davantage l'attention sur les phénomènes majeurs de la pré-révolution industrielle: croissance de la population urbaine et rurale, déclenchement du progrès de la production et de la productivité agricoles, apparition d'élites économiques animées d'un esprit d'entreprise et d'innovation, etc. Indépendamment du rôle positif ou négatif de la politique napoléonienne de part et d'autre du Rhin, ainsi que des retards propres à l'Allemagne dans le domaine des structures politiques et juridico-sociales (retards que l'influence française a aidé à éliminer), il importe de savoir si la »matrice« était prête, simultanément, à l'éclosion de la révolution industrielle.*

* Le ms. de cet article était achevé en septembre 1969.